

La culture, affaire des socialistes

DEPUIS L'OUVERTURE du 54^e Festival d'Avignon, artistes, professionnels et spectateurs ont assisté au ballet sans précédent des membres du gouvernement : ils se sont succédé dans les rues, les salles de spectacle et aux tribunes qui leur sont ouvertes dans la Cité des papes. Le 6 juillet, lors de la soirée d'ouverture, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, assistait à la première du *Laveur de vitres*, de la chorégraphe allemande Pina Bausch, accompagnée d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice (et candidate socialiste à la mairie d'Avignon), de Michèle Demessine, ministre du tourisme, et de Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle. Ce quatuor prenait volontiers la pose devant les photographes, professionnels et amateurs, en attendant le lever de rideau.

Le lendemain, la ministre de la culture présentait devant la presse et un parterre de professionnels attentifs la politique qu'elle entend mener en faveur du théâtre public et annonçait, en avant-première, que le budget de son ministère augmenterait en 2001 (*Le Monde* daté 9-10 juillet). Tandis que

Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, prenait pour quelques jours ses quartiers dans un hôtel chic de la ville, y retrouvant un de ses anciens directeurs de cabinet, Louis Schweitzer, actuel PDG de Renault, on apercevait le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, à la faveur d'un hommage au saint patron des lieux, Jean Vilar.

C'est enfin le premier ministre en personne, Lionel Jospin, qui a lancé, les 16 et 17 juillet, une offensive sans précédent en faveur de la politique culturelle de son gouvernement, quelque quinze jours après que la France eut pris la présidence de l'Union européenne. Après avoir assisté, dans la Cour d'honneur du Palais des papes, à la cinquième représentation de *Médée*, interprétée par Isabelle Huppert, le premier ministre a offert, dans le Verger d'Urbain-V, un cocktail où se pressaient, à plus d'une heure du matin, plusieurs centaines d'artistes et de professionnels curieux de tester la vigueur du lien qui, traditionnellement, les unit à la gauche française.

Olivier Schmitt

Lire la suite page 10

La culture, affaire des socialistes

Suite de la première page

C'est la première fois, depuis Laurent Fabius en 1985, à Avignon déjà, qu'un chef du gouvernement affirme aussi visiblement son souci de montrer qu'il est bien celui qui décide de la politique culturelle.

Lundi matin, Lionel Jospin planchait devant l'assemblée annuelle de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, qui a par ailleurs reçu le ministre de la culture, Catherine Tasca. Il fut alors essentiellement question des intermittents du spectacle, dossier sur lequel ont plusieurs fois buté des gouvernements socialistes, et pris ici - c'est une première - de front par le premier ministre. Pas question pour lui de mettre fin au régime de l'intermittence dont le gouvernement « entend garantir l'avenir » (*Le Monde* du 19 juillet). Lionel Jospin, une fois n'est pas coutume, en a profité pour rendre hommage à la « volonté » de François Mitterrand - référence qui n'était pas écrite dans la version photocopiée du discours renise à la presse - qui a permis à la gauche

française d'être « fidèle à sa volonté d'ouvrir à tous la culture et de favoriser l'émancipation de la personne humaine ».

Lundi après-midi, le chef du gouvernement avait clos la première journée des rendez-vous 2000 de l'Association française d'action artistique (AFAA), bras culturel du Quai d'Orsay, s'exprimant après Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Il était accompagné, une fois encore, de la ministre de la justice et de Michel Vauzelles, président socialiste du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

PRIORITÉ D'ACTION

Lionel Jospin en a profité pour réaffirmer, comme il l'avait fait à Cannes en mai dans le cadre du colloque international organisé conjointement par le Festival international du film et *Le Monde*, l'engagement de son gouvernement en faveur de la « diversité culturelle », qui doit devenir, partout dans le monde, la priorité d'action des agents de notre réseau d'instituts culturels et d'établissements scolaires.

Le 21 juillet, le premier ministre, cette fois à l'invitation de son ministre de l'éducation, Jack Lang, a clôturé le 10^e Congrès mondial des professeurs de français, qui réunissait à Paris, depuis le 17 juillet, 3 000 enseignants venus de 123 pays, dont 800 Amé-

ricains et 180 Russes. De son côté, Catherine Tasca présidait à Lille, les 20 et 21 juillet, une réunion informelle des ministres de l'Union européenne chargés de la culture et de l'audiovisuel pour discuter de l'avenir des télévisions publiques, du programme communautaire Média+ et de l'économie du livre dans l'espace culturel européen.

A un moment où la France nourrit en son sein un géant mondial de la communication et de la culture - le groupe Vivendi-Universal -, à un moment où le développement exponentiel des nouvelles technologies remet en cause les schémas traditionnels de l'élaboration et de la diffusion des œuvres d'art et de l'esprit, il n'est pas innocent que la puissance publique indique, priorités budgétaires à l'appui de discours qui ne craignent pas les référé-

ces aux Lumières, qu'elle ne ménagera pas ses efforts en faveur de la création de biens culturels. Elle entend en favoriser la diffusion en France et l'exportation sur les marchés étrangers. On s'étonne seulement du peu de place prise par les autres partenaires de la gauche plurielle dans ces combats.

Les Verts, comme les amis de Jean-Pierre Chevènement et les communistes, à l'exception de l'infatigable maire d'Aubervilliers, Jack Ralite, qui arpente comme toujours les rues d'Avignon, n'ont pas produit, en matière culturelle, de documents politiques marquants depuis... des lustres. La droite non plus. Les socialistes, fidèles à leurs engagements anciens, tiennent, seuls, le haut du pavé.

Olivier Schmitt